

NON

A L'INTERDICTION DU PARTI COMMUNISTE EN POLOGNE!

Nos organisations communistes adressent aux dirigeants de la République de Pologne notre vive protestation contre les mesures anticommunistes qui se multiplient dans ce pays, visant à la criminalisation de l'idéologie et des symboles communistes, à la démolition des monuments rendant hommage aux soldats-libérateurs soviétiques, et finalement à l'interdiction du Parti Communiste Polonais.

Le fait de placer le communisme et le fascisme sur le même plan est une monstruosité anti-historique : le communisme est la première cible du fascisme et son principal opposant, comme l'ont largement démontré les combats menés au XXème siècle contre le nazisme. Qui peut nier l'apport de l'URSS, le pays du communisme, dans la libération du peuple polonais, alors que 600 000 soldats de l'Armée rouge sont tombés en Pologne pour empêcher la poursuite du génocide hitlérien et restaurer la souveraineté de la Pologne ?



Malgré cela, les autorités polonaises, intensifiant la campagne anticommuniste, et encouragées par le fait que l'Union européenne reconnaisse l'anticommunisme comme son idéologie officielle, ont procédé à des persécutions inadmissibles à l'encontre de la rédaction du magazine *Brzask*, visant à rendre illégal le Parti Communiste polonais. Rappelons que ces persécutions, qui ont commencé il y a dix ans avec l'interdiction des symboles communistes, ont été contestées d'abord en 2011 par la Cour constitutionnelle, à la suite des nombreuses réactions nationales et internationales; puis par les tribunaux, en février dernier, après trois ans et demi de procès, à l'issue duquel les accusations contre des dirigeants et des membres du Parti Communiste de Pologne (PCP) et

de son journal, *Brzask*, se sont effondrées.

Or le gouvernement polonais s'acharne, avec la nouvelle version de la loi amendant l'Article 256, à interdire l'idéologie communiste en l'assimilant au fascisme et en utilisant le terme falsifié de «totalitarisme». Pour notre part, nous considérons que le seul « totalitarisme », celui qui fait peser en permanence la dictature de la classe exploiteuse sur la vie de millions de travailleurs, c'est celui du capitalisme !

Les positions réactionnaires du gouvernement polonais, en matière de droit des femmes, sur la question de l'immigration, sur les tentatives de contrôler la justice et de restreindre la liberté de la presse, sont dénoncées régulièrement, bien au-delà du mouvement communiste international. Nos camarades du Parti Communiste de Pologne (PCP) mènent un combat exemplaire contre ces politiques, en montrant les relations réelles des capitalistes polonais avec l'UE. Contre la falsification de l'Histoire, ils défendent courageusement le passé socialiste de leur pays, l'époque où les usines tournaient, où le chômage et la misère n'existaient pas !

Nos organisations communistes de France expriment leur totale solidarité et leur soutien aux communistes polonais, en exigeant que cessent les persécutions contre eux.

Nous sommes convaincus que le peuple polonais ne tolérera pas longtemps de telles attaques contre les libertés démocratiques, attaques qui s'inscrivent dans la politique réactionnaire menée contre ses intérêts.

Nous appelons les forces progressistes, en Pologne et en Europe, à lutter contre toutes les mesures anticommunistes, dont l'Histoire a montré qu'elles étaient les prémises de la barbarie fasciste.

JUIN 2019



MENACES CONTRE LA PAIX AU MOYEN ORIENT

L'UNION EUROPEENNE ET LE POUVOIR MACRONISTE COMPLICES DE L'IMPERIALISME US

Depuis un an, Trump, président des États-Unis, a dénoncé unilatéralement l'accord de non-prolifération nucléaire qu'avait signé en 2015 son prédécesseur Obama, avec l'Iran, et le reste du monde, dont la Chine, la Russie et les pays d'Europe. Cet accord longuement négocié impliquait pour l'Iran de ne plus produire de matériaux nécessaires à l'industrie militaire nucléaire, une concession importante de leur part. En contrepartie, les sanctions économiques sur les produits importés et exportés devaient être levées. Cet accord garanti par les grandes puissances était un indéniable progrès pour le maintien de la paix au Moyen-Orient.

Trump, chef actuel de l'Impérialisme nord-américain, a dû constater l'échec de la destruction de l'État national de Syrie, que les États-Unis ont tenté d'étouffer depuis des années avec l'aide d'insurgés intégristes et pro-occidentaux. Il a donc retiré ses troupes du « front syrien » et tente désormais de détruire l'Iran, de l'asphyxier économiquement, notamment en lui interdisant de vendre son pétrole (80% de ses ressources d'exportation). Il utilise la même procédure de déstabilisation qu'à l'encontre du Venezuela, provoquant pénuries, inflation, pour tenter de provoquer une insurrection contre l'État.

Sans succès jusqu'à présent. Mais ce blocus aux conséquences dramatiques pour le peuple d'Iran a amené le gouvernement de ce pays, à l'issue d'un an de patience, à décider de reprendre la production de matériaux nécessaires à l'industrie nucléaire, puisque les autres signataires (États-Unis, Union européenne) ne respectent pas l'accord et secondent le blocus de Trump.

Les dirigeants iraniens ne sont certes pas des progressistes : ils ont su écraser le Parti Communiste (Toudeh) et utiliser le fanatisme religieux réactionnaire pour justifier l'inégalité sociale. Mais ce n'est pas pour cela que Trump les attaque.

L'impérialisme états-unien, soutenu par son valet

sioniste israélien et les pétro-monarchies intégristes arabes (au premier rang desquelles l'Arabie saoudite), ne supporte pas que l'État indépendant iranien soutienne les mouvements de libération nationale de la Région : Hezbollah libanais, Hamas palestinien, Houthistes du Yémen. C'est pourquoi depuis fin avril, Trump, avec son fidèle chien de guerre, l'Israélien Netanyahu, multiplie les menaces guerrières contre l'Iran, rassemblant le long de ses côtés une armada de porte-avions, bardés d'ogives nucléaires.

Et la Ministre des Armées de Macron, Florence Parly, n'a rien trouvé de mieux que d'annoncer que la France envisage de durcir les sanctions économiques... à l'encontre de Téhéran ! Évidemment, la cohorte de journalistes et "experts" libéraux qui peuplent nos télévisions accusent sans vergogne l'Iran de tous les maux, et de bellicisme ! Y compris quand ces jours derniers des pétroliers brûlent en face du rivage iranien, touchés par des missiles provocateurs venus dont ne sait où, ce qui permet aux chefs de l'impérialisme états-unien, Trump et Pompeo, d'en accuser l'Iran qu'ils rêvent de détruire comme ils le firent de l'Irak !

Face à ce nouveau risque d'embrassement mondial, nous ne pouvons rester sans dénoncer la distorsion des faits par les médias français au service de l'Impérialisme. Nous devons exiger du Président français (et de ses collègues de l'Union européenne) une condamnation des menées guerrières des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, qui doit pouvoir commercer en toute indépendance comme le prévoyait l'accord de 2015, accord toujours reconnu et respecté par la Chine et la Russie. Les menaces militaires contre l'Iran doivent impérativement cesser. Nous devons aussi exiger du Pouvoir macronien qu'il stoppe ses livraisons de matériel militaire à l'Arabie Saoudite, qui les utilise dans sa guerre d'invasion au Yémen, au prix d'une crise humanitaire désastreuse selon l'ONU.

**Association Nationale des Communistes - Collectif communiste
POLEX - Pôle de Renaissance Communiste en France -
Rassemblement Communiste - Parti Communiste Révolutionnaire
de France - Réseau Faire Vivre et Renforcer le PCF**

